

**Conseil de sécurité**

Distr. générale  
4 juin 2015

Original : français

---

**Lettre datée du 15 mai 2015, adressée à la Présidente  
du Conseil de Sécurité par le Chargé d'affaires  
par intérim de la Mission permanente de la République  
centrafricaine auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint les documents adoptés lors du Forum de Bangui qui s'est tenu du 4 au 11 mai 2015 dans le cadre de la transition en République centrafricaine.

Ces deux documents sont le « Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale et la reconstruction en République centrafricaine » et l'« Accord sur les principes de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR) et d'intégration dans les corps en uniforme de l'État centrafricain entre le Gouvernement de transition et les groupes armés ».

Je vous prie également de trouver les deux interventions d'ouverture et de clôture de la Présidente de la transition, S. E. M<sup>me</sup> Catherine Samba-Panza, prononcées lors de ce forum.

Je vous serais reconnaissant de faire circuler ce courrier et ses documents annexés comme document du Conseil de sécurité.

Le Chargé d'affaires par intérim  
(Signé) Larry Marcel **Koyma**



**Annexe I à la lettre datée du 15 mai 2015 adressée  
à la Présidente du Conseil de sécurité par le Chargé  
d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la République centrafricaine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

[Original : français]

**Pacte républicain pour la paix, la réconciliation nationale  
et la reconstruction en République centrafricaine**

*Nous, participants au Forum national de Bangui,*

*Ayant à l'esprit les principales recommandations des commissions thématiques du Forum national et nous en inspirant dans la formulation du présent Pacte,*

*Représentants de tout le peuple centrafricain pris ensemble dans sa diversité politique, sociale, culturelle, ethnique et religieuse réunis à Bangui, du 4 au 11 mai 2015,*

*Réaffirmant* notre attachement au respect des principaux documents de la transition en République centrafricaine, y compris la Charte constitutionnelle de transition du 18 juillet 2013; l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville du 23 juillet 2014 entre les groupes armés en République centrafricaine; la feuille de route des organes et institutions de la transition; l'Accord d'engagement signé par les groupes politico-militaires le 23 avril 2015; ainsi que l'Accord de DDRR entre le Gouvernement de la République centrafricaine et les groupes armés du 10 mai 2015, annexé au présent Pacte,

*Considérant* toutes les initiatives formelles et informelles de dialogue et de réconciliation préparatoires au Forum de Bangui, y compris les consultations populaires locales, ayant pour objectif l'affermissement de la cohésion nationale,

*Conscients* de notre devoir de porter dignement la pensée, les attentes et les aspirations de nos compatriotes en prenant part aux travaux du Forum national de Bangui,

*Réaffirmant* notre attachement à l'unité, la souveraineté et l'indivisibilité de la République centrafricaine, notre chère patrie,

*Déplorant* le déferlement de violences ayant ébranlé la cohésion sociale et l'unité nationale en République centrafricaine,

*Réaffirmant* notre profond attachement au processus de dialogue et de réconciliation, meilleure voie pour le retour à une paix juste et durable, socle du développement intégral en République centrafricaine,

*Conscients* des efforts significatifs déployés par le Gouvernement et les partenaires de la République centrafricaine pour sortir de la crise et rétablir l'ordre constitutionnel et la stabilité politique par le biais d'élections libres et transparentes,

*Résolus* à contribuer positivement à la mise en œuvre des résolutions et recommandations du Forum national de Bangui par le biais de mesures et mécanismes de nature à restaurer la paix et promouvoir la réconciliation et la bonne gouvernance,

*Convaincus* que le Forum national de Bangui constitue une opportunité historique de refonder la République centrafricaine sur la base d'un pacte national ancré dans les principes de démocratie, de justice sociale et de bonne gouvernance,

*Nous engageons*, à travers ce Pacte national pour la paix, la réconciliation et la bonne gouvernance (Pacte républicain), à œuvrer diligemment à la mise en œuvre des objectifs suivants :

**Sur le plan de la gouvernance (démocratique et économique)  
et des réformes institutionnelles**

• **Réaffirmons le consensus entre nous, acteurs centrafricains, sur :**

- La nécessité de créer les conditions propices à l'organisation sur toute l'étendue du territoire et dans les meilleurs délais, du référendum constitutionnel et d'élections générales libres et transparentes qui consacreront le retour à l'ordre constitutionnel en conformité avec les dispositions de la Charte constitutionnelle de transition et selon le chronogramme et les procédures agréés et de s'engager à faciliter la participation des populations réfugiées à ces scrutins;
- L'obligation pour tous de respecter scrupuleusement la Charte constitutionnelle de transition;
- L'adoption et la signature d'un code de bonne conduite par les partis et groupements politiques, les candidats et la presse pour la tenue d'élections conformes aux standards d'élections démocratiques dans un environnement apaisé; et l'engagement de recourir aux voies légales pour le règlement des contentieux;
- La nécessité de renforcer la participation citoyenne et la représentativité politique des régions en organisant rapidement des élections locales au terme de la transition;
- L'introduction d'une clause constitutionnelle prohibant toute possibilité d'amnistie pour les crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crimes de génocide commis en République centrafricaine;
- La promotion d'une démocratie participative et inclusive, basée sur le principe de l'égalité entre hommes et femmes; le renforcement de la cohésion sociale, de la justice et de la réconciliation en République centrafricaine; l'introduction d'une disposition constitutionnelle autorisant le pouvoir exécutif à procéder à des consultations à la base sur les grandes questions de société;
- La prise en considération, dans le processus de finalisation et d'adoption de la nouvelle constitution, des notions de laïcité, et de citoyenneté; des droits des minorités et des peuples autochtones; de séparation des pouvoirs et de contrôle démocratique du Gouvernement; du caractère républicain, professionnel et multiethnique des forces de défense et de sécurité de la République centrafricaine ainsi que de leur contrôle civil et démocratique;

- L'introduction d'une disposition constitutionnelle prohibant la prise et la conservation du pouvoir par la force, et déclarant par ailleurs toute activité politique incompatible avec le statut militaire;
- L'introduction d'une disposition constitutionnelle renforçant la souveraineté nationale et imposant que les relations extérieures de la République centrafricaine soient conduites dans le respect de la dignité et des intérêts des Centrafricains, ainsi que de la protection de l'intégrité territoriale de l'État, et assortir cette disposition d'un mécanisme de contrôle parlementaire;
- La nécessité de mettre en place des mécanismes transparents de gestion des ressources de l'État et de promulguer la loi sur la lutte contre la corruption; l'opérationnalisation de l'Agence nationale d'investigation financière (ANIF) et d'autres structures destinées à enraciner la bonne gouvernance dans le pays;
- L'inscription, dans la nouvelle constitution, de la création d'une haute autorité de la bonne gouvernance en tant qu'instance indépendante de contrôle et de proposition; de la protection du patrimoine national; de la transparence dans l'exploitation et la gestion des ressources naturelles et minières; et la redistribution équitable des profits générés par les industries extractives afin qu'elles contribuent effectivement au développement national et à l'amélioration des conditions de vie de tous les citoyens;
- La moralisation de la vie politique, notamment par la réforme immédiate du cadre juridique des partis politiques; la détermination objective de modalités de financement des partis politiques à moyen terme; l'adoption d'un statut de l'opposition; la promotion de l'accès équitable aux médias d'État; la promotion de la participation des femmes et des jeunes aux fonctions politiques électives, y compris par l'instauration de quotas;
- La réforme du cadre juridique de la presse et la redynamisation des instances de régulation du secteur de la communication et de l'audiovisuel; la promotion et le respect de la déontologie; la mise en œuvre immédiate de mesures visant à assurer la couverture médiatique de l'ensemble du territoire national; ainsi que la libéralisation du secteur de la communication audiovisuelle;
- La mise en œuvre effective du statut d'ancien Chef de l'État.

**Sur le plan de la restauration de l'autorité de l'État, du redéploiement de l'administration et de la décentralisation**

**• Réaffirmons le consensus entre tous les acteurs centrafricains sur :**

- Le redéploiement et le renforcement graduels d'une administration respectueuse des valeurs de laïcité, d'équité et de neutralité, au niveau local, afin d'assurer une présence effective de l'État sur toute l'étendue du territoire, notamment avant, pendant et après les élections générales;
- La mise en œuvre de mesures garantissant la conformité du processus de redéploiement des structures de l'État aux principes de représentativité, d'équilibre régional et d'inclusion et qu'il garantisse la mise à

disposition de services publics de base au profit de toute la population centrafricaine;

- La mise en place de règles régissant le fonctionnement de l'administration, en particulier s'agissant des nominations aux fonctions publiques, des promotions et avancements, afin que ceux-ci tiennent compte de la diversité géographique et communautaire de la République centrafricaine, de l'équilibre régional, de l'équilibre entre hommes et femmes, ainsi que du mérite;
- La mise en œuvre d'une politique active et volontariste de décentralisation et régionalisation, et le renforcement des prérogatives des collectivités décentralisées (régions, départements et communes) dans la nouvelle constitution;
- Le renforcement du rôle des autorités locales, traditionnelles et coutumières afin de tenir compte du besoin de cohésion sociale et d'inclusion et de promouvoir le dialogue communautaire, entre autres par la mise en place d'un Conseil des territoires ayant une compétence consultative sur les questions relatives au gouvernement local.

#### **Sur le plan de la justice et de la réconciliation**

##### **• Réaffirmons le consensus entre tous les acteurs centrafricains sur :**

- La nécessité de renforcer et de respecter les dispositions constitutionnelles relatives à la protection des droits et libertés fondamentales de tous les Centrafricains sans discrimination d'âge, de sexe, d'ethnie ou de religion; la garantie de la libre circulation sur tout le territoire national;
- La nécessité d'officialiser le caractère chômé et férié des fêtes musulmanes, dans un souci d'équité et de réconciliation nationale;
- La création d'un environnement sécuritaire et socioéconomique favorable au retour des déplacés et des réfugiés;
- Le renforcement du rôle des cours et tribunaux en matière de protection des droits fondamentaux; la mise en place d'une institution nationale des droits de l'homme (INDH);
- La mise en place effective – avec le concours de la communauté internationale – de la Cour pénale spéciale de la République centrafricaine; s'assurer à cette fin du renforcement des capacités techniques et opérationnelles des juridictions locales, de la mise en place de mécanismes de protection des magistrats, des témoins et des victimes; et assurer la mise en œuvre des accords d'entraide judiciaire signés dans le cadre de la CEMAC, de la CEEAC et de la CIRGL;
- La nécessité d'engager des poursuites contre les auteurs des crimes commis en République centrafricaine et de collaborer à cette fin aux enquêtes, poursuites et procédures judiciaires qui seront menées par la Cour pénale spéciale, les autres cours et tribunaux nationaux et la Cour pénale internationale (CPI);

- La mise en place d'une Commission Justice, vérité, réparations et réconciliation, dotée de démembrements au niveau local, qui sera chargée de recenser et examiner les crimes et exactions commis sur le territoire de la République centrafricaine afin de les classer en deux catégories :
  - Ceux dont les auteurs devront être traduits en justice;
  - Ceux pouvant faire l'objet de réparations par le biais de dédommagements ou de travaux d'intérêts généraux afin d'induire les effets de contrition et de réconciliation intercommunautaire;
- La mise en place d'un mécanisme de justice transitionnelle, conformément à la Stratégie globale de réconciliation nationale; l'institution d'une journée de commémoration des victimes des crises en République centrafricaine; la promotion d'une culture civique et citoyenne en République centrafricaine.

#### **Sur le plan de la paix et de la sécurité**

**• Réaffirmons le consensus entre nous, acteurs centrafricains, sur :**

- L'exigence pour les groupes armés de s'engager résolument dans le processus de consolidation démocratique en République centrafricaine, et d'exprimer, en cas de besoin, leurs revendications par des voies pacifiques et démocratiques;
- La mise en œuvre sans délai de l'Accord sur le DDRR tel qu'adopté lors du Forum national de Bangui; la mise en place d'un nouveau programme de DDRR prévoyant des dispositions relatives à la reconversion et la réinsertion communautaire des ex-combattants, y compris par le soutien à la création d'initiatives de travaux à haute intensité de main d'œuvre (THIMO), ainsi que par la sensibilisation et la communication;
- Le lancement immédiat et spontané du processus de désarmement volontaire et immédiat de tous les groupes politico-militaires;
- La mise en œuvre immédiate de l'article 4 de l'Accord de cessation des hostilités de Brazzaville du 23 juillet 2014 entre les groupes politico-militaires non conventionnels en République centrafricaine, relatif au regroupement des éléments armés signataires dudit Accord, afin de créer les conditions propices à un environnement électoral apaisé;
- L'identification par les groupes armés ainsi que le rapatriement dans leurs pays d'origine, avec le concours des partenaires internationaux, de tous les combattants étrangers recensés dans leurs rangs;
- La nécessité de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes, des jeunes et des enfants dans toutes les phases du processus de DDRR;
- La nécessité de mettre en œuvre une stratégie de réforme et de restructuration du secteur de défense et de la sécurité de la République centrafricaine incluant l'ensemble des composantes des forces de défense et de sécurité (forces armées, gendarmerie, police, justice), sur la base des principes et modalités agréés lors du Forum national de Bangui.

## Sur le plan du développement économique et social

### • Réaffirmons le consensus entre nous, acteurs centrafricains, sur :

- La prise en compte par le Gouvernement de l'ensemble des recommandations du Forum dans les programmes de relèvement et de reconstruction du pays;
- L'assistance humanitaire urgente aux populations victimes des dernières crises y compris à travers la mise en place d'un fonds de solidarité sociale;
- La mise en œuvre par le Gouvernement d'une stratégie intégrée de reconstruction et de développement économique visant les régions les plus défavorisées du pays qui comprenne la mise en place des infrastructures routières, énergétiques et de télécommunication ainsi qu'une feuille de route pour la modernisation des principaux secteurs de croissance et la provision de services de base sur toute l'étendue du territoire;
- La mise en œuvre d'une véritable politique d'emploi pour tous (notamment des jeunes, des femmes et des populations vulnérables) axée sur les objectifs d'amélioration des investissements, avec un appui particulier aux nationaux dans le but de favoriser l'émergence d'hommes et de femmes d'affaires centrafricains, et d'incitation accrue des investissements étrangers par le truchement de mécanismes de promotion du secteur privé;
- Le rétablissement, sur toute l'étendue du territoire, des services sociaux de base, notamment les écoles, centres de santé et hôpitaux (y compris la prise en charge du VIH/sida), l'accès à l'eau potable et l'assainissement, ainsi que l'accès aux logements sociaux pour toutes les victimes des dernières crises centrafricaines;
- L'instauration d'un véritable dialogue entre tous les acteurs intervenant dans la vie économique et sociale, gage d'une réflexion collective pour des solutions concertées et durables qui permettront d'améliorer la gestion collective des problèmes économiques et sociaux de leur pays par les Centrafricains et les Centrafricaines, y compris concernant la stratégie intégrée de reconstruction;
- La nécessité d'assurer effectivement la protection juridique et juridictionnelle aux victimes et particulièrement aux groupes les plus vulnérables;
- La nécessité de procéder à une exploitation rationnelle et transparente des ressources naturelles, en particulier du pétrole, du diamant, de l'or, de l'uranium, etc. en vue de contribuer au développement du pays, et à ce titre, revoir tous les cadres de coopération.

Prions les autorités de la transition de mettre en place, sans délai, un cadre consensuel chargé du suivi de la mise en œuvre des conclusions et recommandations du Forum ainsi que du présent Pacte, dont les dispositions engagent toutes les composantes de la nation. À cet égard, prions le Conseil national de transition

d'examiner les documents issus du Forum dans le cadre de ses délibérations et d'en tirer les conséquences aux plans légal et réglementaire.

**Appelons solennellement le Gouvernement de transition, le Conseil national de transition, le Gouvernement et le Parlement qui seront issus des prochaines élections, ainsi que toutes les forces vives de la nation, à adhérer pleinement au présent Pacte et les engageons à en assurer la mise en œuvre et le suivi de manière diligente et vigilante.**

## Annexe

### **Accord sur les principes de désarmement, démobilisation, réintégration et rapatriement (DDRR) et d'intégration dans les corps en uniforme de l'État centrafricain entre le Gouvernement de transition et les groupes armés**

#### **Préambule**

*Considérant* la Charte constitutionnelle de transition du 18 juillet 2013;

*Considérant* la volonté constante de S. E. M<sup>me</sup> Catherine Samba Panza, Chef de l'État de transition, réitérée dans son discours à la nation du 4 juillet 2014, de promouvoir le dialogue et la réconciliation de toutes les filles et de tous les fils de Centrafrique et de sauvegarder l'intégrité du territoire national,

*Considérant* l'Accord de cessation des hostilités signé le 23 juillet 2014 à Brazzaville par les groupes armés non conventionnels en République centrafricaine,

*Considérant* la déclaration de principe signée par les participants au Forum de Brazzaville,

*Considérant* l'Accord d'engagement entre le Gouvernement et les Groupes politico-militaires de Bangui signé le 23 avril 2015,

*Considérant* l'engagement des groupes politico-militaires participants au Forum de Bangui pour mettre fin au recrutement et à l'utilisation des enfants ainsi que les autres violations graves des droits de l'enfant, signé en date du 5 mai 2015,

*Considérant* la volonté de tous les acteurs de la vie politique et de la société civile centrafricaine de faire la paix,

*Considérant* l'engagement de la communauté internationale et la prise en charge globale des accords du Forum de Bangui,

*Considérant* les recommandations du groupe thématique « Paix et sécurité » du Forum national de Bangui,

Fermement résolu à consolider l'état de droit et bâtir une armée républicaine inclusive de toutes les composantes de la société centrafricaine,

Le Gouvernement de transition de la République centrafricaine et les groupes armés sus-désignés, en présence de la classe politique, de la société civile, et de la communauté internationale, conviennent de ce qui suit :

#### **Article 1**

Les combattants membres de tous les groupes armés acceptent et s'engagent solennellement devant le peuple centrafricain, de mettre fin définitivement aux conflits armés en République centrafricaine.

Les combattants membres desdits groupes armés s'engagent formellement à déposer les armes, à renoncer à la lutte armée comme moyen de revendication politique et à entrer dans un processus de DDRR et d'entrer dans la lutte politique telle que définie dans le présent accord.

## **Article 2**

Le présent Accord couvre le désarmement, la démobilisation, la réintégration et le rapatriement des combattants, membres de tous les groupes armés à l'échelle du territoire centrafricain.

## **Article 3**

Les critères d'éligibilité pour l'accès au présent programme de DDRR sont les suivants :

- Les combattants doivent être membres des groupes armés signataires du présent accord;
- Chaque combattant doit déposer toutes armes de guerre en état de fonctionnement ou non, explosifs, mines et l'intégralité des effets militaires en leur possession;
- Les enfants associés aux forces et groupes armés sont éligibles au DDRR qu'ils soient porteurs d'armes ou pas.

## **Article 4**

Tous les ex-combattants et ex-éléments armés signataires du présent accord doivent être regroupés dans un délai raisonnable sous réserve de mobilisation de ressources nécessaires sur les sites à convenir d'un commun accord avec le Gouvernement de transition et la communauté internationale. Pendant cette période, les ex-combattants et les éléments armés seront pris en charge par le Gouvernement avec l'appui de ses partenaires.

Avant les élections, et en attendant que les ressources nécessaires au DDRR soient mobilisées, les combattants devront se présenter dans des sites définis où ils seront sensibilisés, identifiés, regroupés, désarmés et pris en charge pendant le processus.

## **Article 5**

*Considérant* l'Accord d'engagement entre le Gouvernement et les groupes politico militaires, le DDRR se composera des opérations suivantes conduites sur des sites où les candidats au DDRR se présenteront :

1. L'identification des enfants associés aux groupes politico-militaires, qu'ils soient ou pas en possession d'une arme de guerre en état de fonctionnement, en vue de les rediriger immédiatement vers des programmes spécifiques du Gouvernement avec l'appui des partenaires, sera la première opération à conduire;
2. La deuxième opération est la vérification des critères d'éligibilité;
3. Les combattants éligibles seront alors identifiés et enregistrés dans une base de données. Ils recevront une carte de démobilisé. À ce stade, les femmes seront séparées des hommes. Elles bénéficieront des mêmes opportunités;
4. Les combattants éligibles seront sensibilisés et seront informés du contenu du plan national de DDRR. Ils pourront opter pour la réintégration communautaire ou se porter volontaire pour une intégration conditionnée dans les corps en uniforme de l'État dans les conditions définies par l'article 4 du présent accord;

5. Les combattants qui auront choisi la réintégration communautaire seront reconduits dans leur communauté d'accueil avec un minimum de mesures d'accompagnement, pour participer avec les autres membres des communautés à des programmes de développement communautaire générateurs de revenus, de formation, d'emplois et de revenus dans le cadre de la mise en place du programme de réintégration communautaire.

#### **Article 6**

Le Programme national de DDRR se limite exclusivement aux combattants éligibles. Les combattants non éligibles, principalement les combattants non armés, seront reconduits dans leurs communautés d'origine et inclus dans les programmes spécifiques suivants :

- Le programme national générateur de revenus appuyé par la MINUSCA, le PNUD et d'autres partenaires pour les combattants et les jeunes à risque mis en œuvre sur l'étendue du territoire;
- Les programmes de réduction de la violence communautaire appuyés par la MINUSCA et les partenaires au développement;
- Les programmes de reconstruction et de développement mis en œuvre par le Gouvernement et la communauté internationale;
- Le Gouvernement, les responsables des groupes politico-militaires avec la MINUSCA et d'autres partenaires effectueront la coordination des programmes qui seront financés par les bailleurs de fonds et ce, pour favoriser la réinsertion sociale des ex-combattants.

#### **Article 7**

Certains ex-combattants, passés au DDRR, vont être intégrés dans les corps en uniforme de l'État. La capacité de recrutement de ces corps sera fixée dans le cadre de la nouvelle loi de programmation militaire et de la réforme du secteur de la sécurité.

L'intégration dans les corps en uniforme sera individuelle et progressive. Elle sera régie par des critères de professionnalisme et d'équité, visant à la reconstitution d'institutions sécuritaires républicaines.

L'intégration ne sera possible qu'après un processus – transparent et appuyé par la communauté internationale – de vérification.

Les ex-combattants qui se porteront volontaires pour l'intégration dans les corps en uniforme mais qui ne satisferont pas aux tests de recrutement nationaux seront redirigés vers la réintégration communautaire.

#### **Article 8**

Les combattants qui seront identifiés comme étrangers et qui n'auront pas commis de crime de guerre en RCA seront rapatriés dans leur pays d'origine. Le Gouvernement, avec le soutien de la MINUSCA et d'autres partenaires, établira les contacts internationaux en vue de leur rapatriement.

**Article 9**

Le cadre institutionnel et de coordination du DDDR sera établi par le Gouvernement et comprendra les représentants des groupes armés, la société civile et la communauté internationale.

Un mécanisme de suivi et d'évaluation sera également établi selon les mêmes modalités.

**Article 10**

Le présent accord entre en vigueur dès sa signature et sera publié partout en cas de besoin.

Fait à Bangui, le 10 mai 2015

Ont signé :

Le Coordonnateur adjoint  
du Front populaire pour la renaissance  
de la Centrafrique  
(*Signé*) Abel **Balenguele**

Le Président de l'Union  
des Forces républicaines fondamentales  
(*Signé*) Nzengue **Landa**

Le Porte-parole du Mouvement des libérateurs  
centrafricains pour la justice  
(*Signé*) Larry Nordine **Mahalba**

Le Coordonnateur général  
de la Coordination des ex-combattants anti-balaka  
(*Signé*) Patrice Edouard **Ngaissona**

Le Président de la Révolution et justice  
(*Signé*) Armel **Sayo Ningatouloum**

Le Président du Rassemblement patriotique  
pour le renouveau de la Centrafrique  
(*Signé*) Herbert Gontran **Djono Ahaba**

Le Président  
SELEKA rénovée  
(*Signé*) le général Mohamed **Dhaffane**

Le Représentant du Front démocratique  
pour le progrès de la Centrafrique  
(*Signé*) Marcel **Bagaza**

Le Conseiller politique  
de l'Unité du peuple centrafricain  
(*Signé*) Souleymane **Daouda**

Le Président  
de l'Union des forces républicaines  
(*Signé*) Philippe **Wagramalé Ndoto**

Ont signé :

Pour le Présidium du Forum national de Bangui  
(*Signé*) Abdoulaye **Bathily**

Pour le Gouvernement de transition  
(*Signé*) Marie Noëlle **Koyara**

Pour les Forces vives de la nation  
(*Signé*) Gervais **Lakosso**

Pour les observateurs :

Le Représentant spécial  
du Secrétaire général des Nations Unies  
(*Signé*) Babacar **Gaye**

Le Représentant spécial de l'Union africaine  
[*Signature illisible*]

Le Représentant spécial  
du Président de la République du Congo,  
Médiateur international de la crise centrafricaine  
(*Signé*) Basile **Ikouebe**

Le Représentant de la Communauté économique  
des États de l'Afrique centrale  
[*Signature illisible*]

**Annexe II à la lettre datée du 15 mai 2015 adressée  
à la Présidente du Conseil de sécurité par le Chargé  
d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la République centrafricaine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Discours de S. E. M<sup>me</sup> Catherine Samba-Panza,  
Chef de l'État de transition,  
à la cérémonie d'ouverture du Forum national de Bangui,  
hémicycle du Conseil national de transition, le 4 mai 2015**

**Avant de prononcer mon allocution, je voudrais inviter l'assistance à avoir une pensée profonde** pour la mémoire de tous les compatriotes morts pendant les événements tragiques et douloureux, sans oublier les braves soldats des forces internationales venus à notre aide et morts dans l'accomplissement de leur devoir.

**Je vous remercie.**

Excellence, Monsieur **Denis Sassou Nguesso**, Président de la République du Congo,  
Médiateur international dans la crise centrafricaine,  
Monsieur le Premier Ministre du Tchad, Représentant personnel  
de S. E. M Idriss Déby Itno, Président en exercice de la CEEAC,  
Mesdames et Messieurs les représentants des chefs d'État et de gouvernement,  
Monsieur le Représentant du Secrétaire général des Nations Unies,  
Monsieur le Secrétaire général de la Communauté économique des États  
d'Afrique centrale,  
Madame la Représentante de la Présidente de la Commission de l'Union africaine,  
Monsieur le Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région  
des Grands Lacs,  
Monsieur le Représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie,  
Monsieur le Représentant spécial de l'Organisation de la coopération islamique,  
Monsieur le Président du Conseil national de transition  
Monsieur le Premier Ministre, chef du Gouvernement de transition,  
Monsieur le Président de la Cour constitutionnelle de transition,  
Monsieur le Président du Haut Conseil de la communication,  
Monsieur le Président de l'Autorité nationale des élections,  
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de transition,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations et représentants  
des institutions internationales,  
Mesdames et Messieurs les ambassadeurs et chefs de missions diplomatiques  
et postes consulaires,  
Monsieur le Président du Présidium du Forum de Bangui,  
Distinguées personnalités,  
Mesdames et Messieurs,  
Centrafricains, Centrafricaines,  
Chers compatriotes participants au Forum national de Bangui,

**Je voudrais tout d'abord, au nom du peuple centrafricain et au mien propre, souhaiter une fraternelle et chaleureuse bienvenue en terre centrafricaine**, aux éminentes personnalités qui nous font l'honneur et le plaisir de rehausser de leur présence la cérémonie d'ouverture de ce Forum national de

Bangui qui était inscrit à l'agenda de la transition. Je salue aussi la présence nombreuse des Centrafricaines et Centrafricains de toute provenance qui ont répondu au rendez-vous de l'histoire de leur pays.

Ce Forum national de Bangui est l'aboutissement de tout un processus dans la quête de la paix, de la stabilité et de la réconciliation nationale en République centrafricaine.

Aussi, est-ce ici le lieu de réitérer solennellement la gratitude et la profonde reconnaissance du peuple centrafricain à toute la communauté internationale pour son engagement sans faille à nos côtés, à travers les actions de la FOMAC, de la MISCA, de SANGARIS, d'EUFOR et de la MINUSCA.

Cette reconnaissance va précisément à l'endroit de la Médiation internationale sous la conduite du Président de la République du Congo, **M. Denis Sassou Nguesso**, de leurs Excellences **M. Idriss Deby Itno**, Président en exercice de la CEEAC, M. Ali Bongo Odimba, Président en exercice de la CEMAC, M. José Edouardo Dos Santos, Président en exercice de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, de l'Union africaine, de l'Organisation des Nations Unies, de l'Union européenne et de l'Organisation de coopération islamique pour leur appui au processus de la résolution de la crise dans notre pays.

Cette reconnaissance va également à l'endroit de la France, des États-Unis d'Amérique et du Groupe international de contact sur la RCA pour leur soutien sans cesse au Gouvernement de transition dans ses efforts de promotion de la paix en République centrafricaine.

**Distinguées personnalités,  
Chers compatriotes,**

**Après les pourparlers inter-Centrafricains de Brazzaville sous l'égide de la Médiation internationale qui ont abouti à la signature de l'accord de cessation des hostilités**, il était attendu que le processus de normalisation de la situation en République centrafricaine se poursuive à travers les autres étapes arrêtées à Brazzaville, **à savoir les consultations populaires à la base et surtout le Forum national de Bangui.**

**Malgré les doutes qui ont entouré l'organisation de ce forum** que le peuple centrafricain tout entier attendait dans la ferveur, nous y voilà aujourd'hui.

Je voudrais rendre un hommage tout particulier à l'œuvre du Président M. Denis Sassou Nguesso de la République du Congo, Médiateur international dans la crise centrafricaine et Coprésident du Groupe international de contact sur la RCA qui, au nom de la CEEAC s'est investi personnellement et pleinement dans ce processus de dialogue et de réconciliation nationale en République centrafricaine.

Monsieur le Président et cher frère,

Votre présence ici, malgré votre agenda chargé, est la parfaite illustration de l'intérêt et de l'engagement sans faille qui sont les vôtres au service de la paix et du bien-être en Centrafrique et dans la sous-région. Le peuple centrafricain est conscient que la seule finalité de vos nombreuses initiatives est de sortir la RCA du gouffre.

Il ne peut en être autrement non seulement à cause des liens historiques entre nos peuples mais également à cause des effets visibles de vos actions sur le retour

progressif de la sécurité et de la paix dans notre pays. Les Centrafricains se souviennent encore et seront toujours reconnaissants qu'au plus fort des rebondissements dans la crise comme en octobre 2014, vous avez dépêché votre représentant spécial pour venir éteindre pour la énième fois le feu qui allait encore embraser la maison Centrafrique.

Monsieur le Président, votre présence était attendue et nous sommes comblés de l'honneur et du privilège que vous nous faites.

Distingués invités, chers compatriotes,

Au regard du contexte et des conditions dans lesquelles j'ai accédé à la présidence de la transition en janvier 2014, il n'y avait pas d'autres solutions que celle de rassembler tous les Centrafricains autour de la reconstruction de leur pays à travers une stratégie vigoureuse de lutte contre la violence et de promotion du dialogue et de la cohésion sociale à tous les niveaux.

C'est dans ce cadre que j'ai formulé la vision de la réconciliation à la base, du dialogue au sommet et de la justice au milieu. À travers cette vision, mon objectif était de rompre avec les expériences du passé où la parole du peuple était accaparée au sommet, en ouvrant la possibilité à ce peuple de s'exprimer librement et de s'investir désormais dans la recherche des solutions aux maux dont il souffre dans sa chair.

**Les consultations populaires à la base organisées pour la première fois dans l'histoire de ce pays, ont permis au peuple de s'exprimer librement sur son sort et son destin.** Il ne restait plus que ce forum pour sceller définitivement la volonté de cessation effective et durable des violences, tueries et destructions afin de permettre un vivre ensemble harmonieux, une refondation de la nation centrafricaine et la reconstruction du pays sur des bases plus solides et durables.

Le succès retentissant des consultations populaires à la base, les discussions réussies entre le Gouvernement et les groupes politico-militaires ainsi que les forums préparatoires des enfants, des femmes et des organisations de la société civile, m'ont donné raison sur ce point.

Désormais, le peuple centrafricain devra regarder dans la même direction et assumer son destin. **Je me réjouis tout particulièrement que ce forum ait pu réunir un nombre élevé de représentants des populations venus des 16 préfectures et des sites de réfugiés dans les pays voisins qui ont vécu ces crises à répétition.** Ils pourront, à partir de ce vécu, donner les orientations nécessaires pour une véritable sortie de crise.

Centrafricains, Centrafricaines,

**Mes chers compatriotes,**

**La République centrafricaine, notre pays, compte parmi ceux qui ont organisé le plus grand nombre de rencontres nationales,** baptisées selon les époques et les circonstances : séminaire national de réflexion, grand débat national, dialogue national et dialogue politique inclusif.

**Et pourtant, c'est certainement le pays qui a connu le plus grand nombre de crises à répétition.**

**C'est pourquoi cette situation doit nous interpeller et nous conduire à une profonde réflexion sur nous-mêmes.**

**Pour ma part, le présent forum ne doit pas être un forum de plus.** Je le vois comme un cadre intégrateur de toutes les sensibilités politiques, sociologiques, économiques, culturelles et confessionnelles.

**Un cadre appelé à débattre de toutes les questions de la société centrafricaine et à proposer des solutions novatrices** aux grands défis que doit affronter une société moderne du XXI<sup>e</sup> siècle.

**Ce forum doit aussi être un cadre approprié en vue d'approfondir les réflexions sur toutes les questions qui nous opposent ou nous divisent**, afin qu'au sortir de cette rencontre qui se veut déterminante pour notre pays, les grands axes stratégiques de la refondation d'une nouvelle république, unie, solidaire, forte et fière de sa diversité soient posés.

**Ce forum ne sera pas un tribunal populaire pour juger et jeter l'anathème sur les uns et les autres. Il ne sera pas non plus un cadre de calculs politiques ni de remise en cause des institutions de transition en cours**, déjà réglemantée par la Charte constitutionnelle de la transition, ni l'occasion de distribuer des primes à l'impunité à travers une amnistie générale en faveur des bourreaux du peuple centrafricain.

Il doit au contraire nous permettre de projeter ensemble et sereinement notre futur collectif. C'est pourquoi, nous devons nous dépasser pour être au-dessus des querelles partisans et inutiles qui ont valu tant de souffrances de toutes sortes aux enfants, aux jeunes et aux femmes qui représentent la grande majorité des victimes de ces crises.

**Nous devons tous avoir plutôt une pensée profonde pour toutes ces victimes et dégager des perspectives prometteuses pour la jeunesse, les femmes, les ex-combattants, les personnes déplacées et les réfugiés pour un Centrafrique nouveau.**

**Fort heureusement, beaucoup de Centrafricains, fatigués des querelles intestines, des conflits interminables et des guerres fratricides, partagent cette conception et sont résolus à s'inscrire dans une démarche de réconciliation et de reconstruction du pays.**

Mes chers compatriotes,

**L'image de notre pays a été ternie à travers le monde par les horreurs et les actes de barbarie que nous avons eu à commettre.** C'est à nous de saisir l'opportunité de ce forum pour prouver au contraire que nous sommes un peuple digne, capable de tourner la page d'un passé sombre et d'écrire les belles pages d'un futur différent pour la République centrafricaine.

**C'est aujourd'hui qu'il faut reconstruire la République centrafricaine de demain sur de nouvelles bases plus solides.** Vous qui êtes là avez le privilège d'être les artisans de cette reconstruction. Ne perdez pas de vue que vous portez les espoirs de tout un pays, de tout un peuple qui est à l'écoute de ce qui se dira et se décidera ici.

Distingués invités,  
Mes Chers compatriotes,

L'actuelle transition est le résultat d'un long processus auquel nous avons tous pris part. C'est le fruit d'un compromis national, sous-régional et international.

**Ainsi, dans la feuille de route de la transition, il est clairement indiqué que celle-ci doit déboucher sur l'organisation d'élections libres, démocratiques et transparentes.** L'enjeu des élections à venir n'est plus à démontrer. Le soutien financier à la République centrafricaine ne pourra se poursuivre que si le processus électoral aboutit dans les délais par le retour à la légalité constitutionnelle. Nous devons donc tout mettre en œuvre pour que d'ici le mois d'août, un gouvernement légitime sorte des urnes. C'est à cela que s'attèle le Gouvernement de transition et l'Autorité nationale des élections, avec l'appui des partenaires extérieurs.

Afin d'accélérer le processus électoral, un Comité stratégique travaille désormais étroitement avec l'Autorité nationale des élections et les partenaires internationaux afin que tout soit mis en œuvre pour l'organisation effective de ces élections qui marqueront la fin de cette transition.

**Bien que n'étant pas candidate aux élections en question, conformément à mon serment, j'ai de toute évidence le devoir de veiller à ce que celles-ci ne replongent pas le pays dans l'abîme par une mauvaise organisation.**

Le Code électoral révisé tiendra toute sa place dans le processus ainsi que le référendum constitutionnel. L'ANE est appelée à assumer de lourdes responsabilités dans ce processus. Nous espérons qu'elle aura à temps tous les moyens utiles au déclenchement des diverses opérations devant conduire au scrutin de juin-juillet 2015.

**Le processus électoral est en réalité l'affaire de tout le monde.** Il appelle la mobilisation générale des institutions et des forces vives de la nation. Des propositions de mesures concrètes visant la reconstruction de la cohésion sociale et la gestion de nos conflits par le dialogue seront les véritables leviers de la réussite de ces élections.

**Les candidats, quels qu'ils soient, devront proposer au peuple centrafricain une vision de la RCA, des projets de société assortis de véritables programmes de gouvernement autour d'un véritable projet de Renaissance nationale.**

**Le Forum de Bangui devra, par son bon déroulement, créer les conditions d'une bonne organisation de ces élections en amorçant le nécessaire désarmement des cœurs et des esprits sans lequel il ne pourra y avoir d'élections apaisées.**

Vous comprendrez alors pourquoi, dans les sillages des chefs d'État de la CEEAC qui ont formulé l'idée d'un dialogue inter-Centrafricains à Ndjamena, j'ai personnellement soutenu et défendu l'organisation de ce forum sur lequel se fondent les espoirs de tout un peuple. Je suis persuadée que ce forum sera le point de départ de la véritable renaissance de la République centrafricaine.

Distingués invités,  
Mes Chers compatriotes,

**Par-dessus tout, l'avenir de la RCA dépend d'une bonne maîtrise de la situation sécuritaire.** Mais la sécurisation et la pacification totale de la République centrafricaine appellent un **vaste programme de Démobilisation, désarmement, réinsertion et rapatriement.** Cette opération lourde et sensible demande un projet clair avec un coût inestimable. Il requiert non seulement une volonté politique, un vaste consensus notamment des belligérants, mais aussi la mobilisation des ressources internes et externes. **Il en est de même de la refondation des FACA qui s'impose sur la base** des principes républicains et d'une nouvelle vision du métier des armes. Un programme de DDRR et de RSS méticuleusement élaboré devra prendre en compte toutes les contingences et notamment la projection de la future **Armée nationale** refondée sur des bases républicaines et modernes.

**Cette question mérite un débat au Forum de Bangui** afin de projeter en connaissance de cause la future armée nationale républicaine, pluriethnique et formée.

Mes chers compatriotes,

**Ma vision d'une nouvelle République centrafricaine** que j'appelle de tous mes vœux se décline essentiellement en un état de droit au service de citoyens centrafricains capables de rêver et de bâtir leur projet d'existence dans un pays moderne, prospère et durablement en paix.

Ce rêve, je souhaite et je tiens à le partager avec tous les participants au Forum, sans exception.

En conséquence, au cours de ce forum, je vous invite tous à :

**Définir les grands axes d'orientation en vue de promouvoir une nouvelle citoyenneté** faite de responsabilités individuelles et collectives réciproques. Avant de revendiquer des droits, chaque citoyen doit d'abord assumer ses devoirs et ses responsabilités citoyennes vis-à-vis de l'État, de la collectivité et du monde. **Nous devons prendre véritablement conscience de la difficile situation de notre pays et nous mettre résolument au travail;**

Je vous invite par ailleurs à élaborer ensemble un nouveau contrat social en vue de **garantir l'égalité des chances pour tous à l'accès à l'éducation, à la santé, à la formation et à l'emploi.** Ainsi, nous pourrions construire, renforcer et développer la cohésion sociale au sein d'un État-nation en acceptant nos différences;

Je vous invite également à proposer les **bases de reconstruction de nos institutions pour en faire des institutions solides** et compétentes, capables de moderniser l'État centrafricain afin de le transformer en un État développeur dans ce contexte de mondialisation;

Je vous invite aussi à **proposer des bases d'une gouvernance de proximité** qui, au-delà du processus traditionnel de décentralisation, commande aux gouvernants **d'être plus près des préoccupations des populations** afin de mieux comprendre leurs attentes légitimes et d'y apporter des solutions appropriées;

Je vous invite aussi à proposer des mécanismes qui vont permettre à un État centrafricain moderne de **bâtir une base économique solide et promouvoir un**

**secteur privé national moderne et compétitif.** Il nous faut dépasser les simples incantations fondées sur les ressources naturelles dont notre pays regorge, pour construire un nouveau modèle économique capable de **créer de la richesse et de garantir des emplois pour nos jeunes, nos femmes et tous les citoyens centrafricains en quête légitime d'amélioration de leur qualité de vie;**

Je nous invite enfin à proposer un cadre et des mécanismes de concertation et de dialogue permanent qui permettront aux Centrafricaines et Centrafricains de devenir des parties prenantes qui construisent ensemble et gagnent ensemble.

Distingués invités,  
Chers compatriotes,

**Les axes thématiques retenus pour ce forum portent sur :**

- **La paix et la sécurité;**
- **La gouvernance;**
- **La justice et la réconciliation;**
- **Le développement économique et social.**

**Comme vous le voyez,** au-delà des invectives politiques, ce forum doit permettre aux Centrafricains de décliner clairement leur vision des perspectives d'avenir pouvant placer la République centrafricaine sur la voie de l'émergence.

**Nous devons sortir de ce forum avec une nouvelle vision de notre État-nation,** un nouveau contrat social de valeurs et de cohésion nationale et **un accord global et définitif de paix et de réconciliation.**

**Je veillerai personnellement au respect des engagements qui vont être pris au cours de ce forum.**

Distingués invités,  
Chers compatriotes,

Avant de finir, permettez-moi de **rendre un hommage mérité à la Commission préparatoire du Forum de Bangui qui a posé les bases de nos travaux.** J'adresse également toutes mes **félicitations au Comité technique d'organisation pour la qualité du travail abattu** en un temps record et au **Présidium du Forum** pour tout le travail de supervision effectué dès sa mise en place, en amont du Forum sous la présidence du Professeur Abdoulaye Bathily.

C'est aussi le lieu de saluer la volonté de l'ensemble des forces vives de la nation de s'impliquer dans le processus du Forum, par une présence effective dans tous les organes du Forum.

Je terminerai mes propos en témoignant encore à l'endroit des hôtes de marque et de tous nos partenaires de la communauté internationale notre profonde gratitude pour tout l'accompagnement dont nous avons bénéficié jusque-là et surtout pour leur présence remarquée à cette cérémonie.

Permettez-moi de louer l'appui multiforme des pays amis et frères et d'exalter l'action de la communauté internationale qui a facilité la tenue de ce forum. La mobilisation a été générale au sein des partenaires bilatéraux et multilatéraux tant pendant les consultations populaires à la base que dans les différentes étapes de la préparation et de l'organisation de ce forum.

Je tiens ainsi à remercier la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la force Sangaris pour leurs divers appuis logistiques et le Centre de dialogue humanitaire (CDH) pour son accompagnement depuis le début du processus de dialogue.

Ces remerciements vont également à l'endroit de S. E. M. José Edouardo Dos Santos, Président de la République d'Angola et de l'Organisation de la coopération islamique pour leur appréciable appui financier, sans oublier la CEEAC, la BAD et l'Union Africaine.

Distingués invités,  
Chers compatriotes,

**Pour finir, je formule l'ultime vœu, après ce forum :**

- D'une République centrafricaine débarrassée de tous les démons de la division, de la haine et du rejet de l'autre;
- D'une République centrafricaine composée de citoyens conscients de leurs devoirs et engagés dans la défense de leurs droits;
- D'une République centrafricaine laïque, multiconfessionnelle, multiethnique et multiculturelle;
- D'une République centrafricaine une et indivisible.

C'est sur ces mots d'espoir que je déclare ouvertes les assises du Forum national de Bangui.

Vive la solidarité internationale, vive la République centrafricaine.

Je vous remercie pour votre bienveillante attention.

**Annexe III à la lettre datée du 15 mai 2015 adressée  
à la Présidente du Conseil de sécurité par le Chargé  
d'affaires par intérim de la Mission permanente  
de la République centrafricaine auprès de l'Organisation  
des Nations Unies**

**Discours de S. E. M<sup>me</sup> Catherine Samba-Panza,  
Chef de l'État de transition,  
à la cérémonie de clôture du Forum national de Bangui,  
hémicycle du Conseil national de transition, mai 2015**

Monsieur le Ministre d'État, Directeur de cabinet à la présidence de la République du Congo, Représentant S. E. M. Denis Sassou Nguesso, Président de la République du Congo, Médiateur international dans la crise centrafricaine,  
Monsieur le Vice-Président de l'Assemblée nationale de la Guinée équatoriale, Représentant personnel de S. E. M. Théodoro Obiang Nguema Mbassogo, Président de la République de Guinée équatoriale, Président en exercice de la CEMAC,  
Monsieur le Ministre d'État aux affaires étrangères de la République d'Angola, Représentant de S. E. M. Edouardo Dos Santos, Président en exercice de la CIRGL,  
Mesdames et Messieurs les représentants des chefs d'État et de gouvernement,  
Monsieur le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies,  
Monsieur le Représentant du Secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale,  
Madame la Représentante de la Présidente de la Commission de l'Union africaine,  
Madame la Représentante du Secrétaire exécutif de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs,  
Monsieur le Représentant du Groupe G7 plus de la République du Timor Leste,  
Monsieur le Représentant du Centre pour le dialogue humanitaire,  
Monsieur le Président de la Commission de la CEMAC,  
Monsieur le Représentant de l'Organisation internationale de la Francophonie,  
Monsieur le Représentant spécial de l'Organisation de la coopération islamique,  
Monsieur le Chef de la délégation égyptienne,  
Monsieur le Président du Conseil national de transition,  
Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement de transition,  
Monsieur le Président de la Cour constitutionnelle de transition,  
Messieurs les Président des institutions républicaines,  
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement de transition,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations et représentants des institutions internationales,  
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et chefs de mission diplomatiques et postes consulaires,  
Distingués invités, Mesdames, Messieurs,

À toutes les éminentes personnalités ici réunies et particulièrement à celles qui nous ont rejoints après la cérémonie d'ouverture de ce forum, je leur souhaite, au nom des délégués au Forum national de Bangui, du peuple centrafricain tout entier et en mon nom propre une cordiale bienvenue à la cérémonie qui marque la fin d'un rendez-vous historique pour mon pays.

Distinguées personnalités,  
Leurs majestés les sultans, chefs traditionnels et coutumiers de la RCA,  
Mesdames et Messieurs les représentants des partis politiques, des syndicats  
et des associations,  
Monsieur le Président du Présidium du Forum de Bangui,  
Mesdames et Messieurs les membres du Présidium du Forum national de Bangui,  
Mesdames et Messieurs les délégués au Forum national de Bangui, Centrafricains,  
Centrafricaines, mes chers compatriotes,

Le Forum National de Bangui a été qualifié par tous comme une rencontre de la dernière chance pour le peuple centrafricain. Et cette dernière chance, nous l'avons saisie pour parler, pour nous parler franchement, fraternellement, et pour lancer un cri de cœur à tous les Centrafricains de l'intérieur et de l'extérieur afin qu'ensemble, nous puissions briser le cycle des conflits à répétition dans lequel nous sommes enfermés depuis plus de deux décennies.

Comme tous les Centrafricains, j'ai suivi de bout en bout le déroulement des travaux de ce forum. Le ton des débats était parfois pathétique, voire passionné. Cela traduisait les souffrances longtemps endurées et intériorisées. Malgré tout, les délégués ont su transcender les pesanteurs subjectives pour se livrer à une analyse lucide des causes de notre souffrance et proposer des solutions adéquates.

La cérémonie d'aujourd'hui marque la fin des travaux de ce qui aura été un forum véritablement national et inclusif, tenu en terre centrafricaine, comme souhaité par les fils et les filles de Centrafrique.

En effet, le Forum national de Bangui n'a pas seulement réuni environ 800 délégués dans l'hémicycle du Palais du Conseil national de transition, mais toute la population centrafricaine y a participé. La population suivait la retransmission des débats à la radio sur presque toute l'étendue du territoire. Ainsi, beaucoup d'auditeurs prenaient part indirectement aux débats, allant de leurs commentaires dans les quartiers mais aussi en confiant des messages aux délégués pour les commissions et les plénières.

Nous avons annoncé, à l'ouverture de ce rendez-vous national, un dialogue sans exclusive. La promesse d'un dialogue sans exclusive a incontestablement été tenue. Mais pour des raisons évidentes, certains compatriotes n'ont pas pu concrétiser leur désir de participer aux assises.

Nous regrettons les cas marginaux de boycottage de ce rendez-vous national qui ne peuvent lui enlever son caractère inclusif attesté par la présence effective de toutes les entités représentatives des composantes de notre société.

Pendant huit jours, le pays a vécu au rythme du Forum national de Bangui. Une semaine au cours de laquelle les barrières ont commencé à tomber entre les Centrafricains du nord, du sud, de l'est, de l'ouest et du centre. Une semaine qui a enregistré le pardon des uns et des autres. Et le pardon dans ce contexte devrait être compris comme un véritable désarmement du cœur et de l'esprit.

Mais le pardon signifie surtout la rupture avec un passé humiliant. Car la rétrospective de notre propre histoire donne de nous une image honteuse faite de violences aveugles, de pillages, de destructions et d'assassinats.

C'est pourquoi la signature de l'accord historique intervenu hier entre le Gouvernement et les groupes armés a sonné comme un signal fort de la volonté de toute la société centrafricaine de tourner le page sombre de notre histoire.

Je salue chaleureusement cette volonté des groupes armés d'aller résolument vers la paix et d'abrèger ainsi les souffrances des populations de ce pays. Je les encourage à ne pas rester seulement au niveau d'une simple signature de façade mais de respecter leur engagement à contribuer au retour définitif de la sécurité et de la paix sur toute l'étendue du territoire national.

Au cours de nos débats, si nous avons parfois accusé le monde extérieur d'avoir contribué à nos malheurs, nous avons également fait notre autocritique sans complaisance et en toute responsabilité, en reconnaissant que nous sommes nos vrais fossoyeurs.

Il est donc permis de rêver que le Forum national de Bangui marque le début d'une mutation profonde de la société centrafricaine. Les Centrafricains ont démontré qu'ils veulent désormais être les acteurs de leur propre histoire. L'espoir est en train de renaître. Il s'est manifesté au cours de ce forum par l'aspiration légitime des Centrafricains à la paix, à la sécurité, à la justice, à la liberté et au développement humain durable.

Mais l'esprit du Forum national de Bangui doit survivre à l'événement et continuer à unir les Centrafricains qui aiment leur pays.

Je m'étais engagée dans mon discours d'ouverture de ce forum à en faire respecter toutes les conclusions. C'est le moment de réaffirmer cet engagement que je traduirai en acte à travers le mécanisme de suivi des recommandations du Forum national de Bangui afin que l'espoir né du Forum gagne progressivement les cœurs et redonne aux Centrafricains des raisons d'espérer à des lendemains meilleurs.

Mais les vraies locomotives du changement inspiré de ce forum sont les institutions de la transition et celles qui seront issues des urnes. Il revient prioritairement à ces institutions dont c'est la responsabilité, d'impulser ce changement tant attendu que la structure de suivi ne viendra qu'évaluer.

Dès lors, nous devons tous nous mettre immédiatement au travail. Car le consensus au niveau des idées doit se traduire concrètement par une active synergie. Nous sommes condamnés à réussir. Pour cela, nous devons nous armer de courage et de détermination pour bâtir enfin un Centrafrique nouveau, démocratique et prospère.

Il est régulièrement revenu dans toutes vos analyses des problèmes de notre pays que la cause de notre retard était « le manque de volonté politique ».

De mon point de vue, le remède au manque de volonté politique est peut-être « le courage politique ». L'application des recommandations du Forum national de Bangui nécessitera sans doute un certain courage politique. Car, les difficultés ne seront pas toutes surmontées comme par enchantement. Mais nous ne devons pas reculer.

Les prochaines échéances électorales ne doivent pas nous faire oublier la substance du Forum national de Bangui. Mais pour qu'advienne un Centrafrique nouveau, cultivons chaque jour les valeurs que nous lègue aujourd'hui le Forum

national de Bangui. Le monde entier nous observe après le pas que nous venons de franchir sur la voie de la paix.

Excellences, Messieurs les représentants des chefs d'État,  
Distingués invités,

Vous êtes aujourd'hui témoins de l'engagement solennel du peuple centrafricain à enterrer définitivement la hache de guerre, à consolider la réconciliation nationale et à se mettre résolument sur la voie d'une démocratie apaisée et de la relance économique.

Je tiens à remercier tous nos visiteurs et tous ceux qui ont bien voulu envoyer un message d'encouragement au peuple centrafricain pour l'inciter à ne plus jamais réveiller les vieux démons. Cette grande fête du pardon et de la réconciliation nationale en République centrafricaine s'affichera cette fois-ci de manière indélébile dans la conscience collective et individuelle des centrafricains. Au même titre que la réconciliation intervenue entre les anciens compagnons du Président Fondateur Barthélémy Boganda, le feu Président David Dacko et le feu professeur Abel Goumba lors du dialogue national en 2003, après plus de 40 ans de brouille. Et par le plus grand hasard, la date de la fin du Forum, c'est-à-dire le 11 mai 2015, coïncide avec le sixième anniversaire de la mort du professeur Abel Goumba, décédé le 11 mai 2009. Paix à son âme.

Distinguées personnalités,  
Chers compatriotes,

La tenue effective du Forum national de Bangui prouve que le Gouvernement et moi-même sommes déterminés à réaliser les engagements que nous avons pris devant la nation, devant nos partenaires internationaux et devant l'histoire, celui de permettre aux centrafricaines et centrafricains de se retrouver et de dialoguer, de rétablir la sécurité et une paix véritable dans les cœurs et dans les esprits.

Monsieur le Président du Forum national de Bangui,  
Mesdames et Messieurs les membres du Présidium du Forum national de Bangui,  
Mesdames et Messieurs les délégués au Forum national de Bangui,

Nous avons tous suivi à la radio et à la télévision, le travail colossal que vous avez effectué, le diagnostic que vous avez posé et les solutions que vous avez proposées. Je vous adresse toutes mes vives et chaleureuses félicitations.

Dans les diverses Commissions, vous avez recueilli les pardons réciproques notamment des acteurs de la vie politique de notre pays ainsi que les témoignages parfois poignants des victimes ou de leurs proches.

Vous avez relevé avec perspicacité que les crises multiformes qui affectent la République centrafricaine depuis plus d'une décennie ont fortement fragilisé son capital social. Les conditions de vie des populations se sont profondément altérées et le pouvoir d'achat s'est considérablement érodé. Malheureusement, les capacités de réponse des gouvernants sont restées très limitées.

Vous avez défini les grandes orientations économiques, sociales et culturelles qui devraient désormais régir la conduite des affaires de l'État. Vos réflexions ont également porté sur les problèmes de gouvernance et de développement, avec un accent particulier sur les questions d'ordre politique et institutionnel, notamment le retour à l'ordre constitutionnel.

Vous avez tous condamné l'impunité et plaidé pour une justice juste, sans haine et qui panse les plaies des victimes.

Vous avez proposé de nombreuses recommandations que vous avez considérées comme étant de nature à apporter des solutions durables aux maux qui gangrènent notre cher pays.

Je voudrais adresser mes très sincères félicitations à l'ensemble des participants au Forum qui ont fait montre de responsabilité et de patriotisme, garantissant ainsi, une issue heureuse à cette agora que le peuple centrafricain appelait de tous ses vœux.

Il est indéniable que la tenue du Forum national de Bangui marque une étape fondamentale dans la réussite de la transition.

Cette transition, nous la voulons tous, harmonieuse, paisible pour permettre donc le retour de notre pays à la démocratie et notamment aux choix des dirigeants de ce pays à travers des élections libres et transparentes.

Le retour à la liberté constitutionnelle réelle, par le biais d'élections crédibles, dans les délais convenables a été l'une des recommandations fortes du Forum national de Bangui.

À l'instar du peuple centrafricain, mon désir le plus fort est de voir ces élections se dérouler d'ici à la fin de l'année 2015, comme recommandé par le Forum. Nous devons tous en avoir la volonté réelle. Nous devons manifester notre détermination à respecter cette échéance en nous mettant au travail au sortir de ce forum, Institutions de transitions, Autorité nationale des élections et communauté internationale. Ce retour à la démocratie que nous appelons de tous nos vœux consolidera la paix dans notre pays.

Mesdames et Messieurs les délégués au Forum national de Bangui,

Je reviens encore sur la recommandation relative à la création d'un mécanisme de suivi du Forum national de Bangui.

Comme vous l'avez vous-mêmes relevé fort pertinemment dans vos diverses interventions, nous avons tenu plusieurs rencontres dans le passé; malheureusement, les recommandations et résolutions de ces fora n'ont été que partiellement appliquées par les autorités politiques, ceci malgré la mise en place des organes de suivi.

C'est dire qu'il ne suffit pas de prendre de bonnes résolutions et recommandations, et de mettre sur pied des organes chargés de suivi de leur exécution, pour que les graves problèmes qui se posent à notre pays soient résolus comme par enchantement.

Encore faut-il que nous y mettions de la sincérité et de l'ardeur au travail. Si nous ne le faisons pas, nos frères qui se sont donnés tant de mal pour nous aider depuis tant d'années, risqueraient à la longue d'être lassés voire fatigués de nos turpitudes s'ils ne le sont pas déjà.

Pour ma part, j'aimerais encore vous rassurer. Si j'ai tenu à organiser un dialogue intercentrafricain, c'est que j'ai jugé cette assise nécessaire.

Je m'emploierai à ce que les recommandations issues du Forum national de Bangui puissent être traduites dans les faits! Ayant été moi-même à la tête d'une

structure de suivi au plan national, je m'emploierai à éviter au mécanisme de suivi de notre forum, les écueils des précédents comités de suivi.

Cependant, il va également de soi que la traduction de ces actes dans les faits se fera sous les formes appropriées, prévues par les lois de la République.

Plusieurs recommandations ne nécessitent pas de moyens financiers ou n'ont pas d'impacts financiers importants. Elles seront mises en œuvre en priorité. La réalisation des recommandations qui nécessitent des moyens financiers sera essentiellement fonction de nos moyens.

Le Comité de suivi des Actes du Forum national de Bangui qui sera mis en place contrôlera leur exécution et m'en rendra régulièrement compte.

Bien entendu, ce comité devra être élargi à d'autres entités, notamment à nos partenaires africains et internationaux, ainsi qu'aux opérateurs économiques sans lesquels notre économie ne peut se relever.

Chers délégués au Forum national de Bangui,

Désormais, vous avez une mission d'explication et de sensibilisation auprès de tous nos compatriotes, où qu'ils se trouvent. En nous dotant d'une démocratie apaisée et dynamique, en nous mettant résolument au travail, la communauté internationale nous accompagnera et soutiendra nos efforts avec empressement.

Ainsi, Gouvernement, Conseil national de transition, société civile, forces de défense et de sécurité, partis politiques, syndicats, jeunesse, femmes, hommes et moi-même, tous ensemble, chacun en fonction de ses capacités devrait prendre sa part de responsabilité pour la réussite de cette transition, mais surtout pour poser les socles, solides d'une république nouvelle. Pour ma part, je suis profondément convaincue que cette fois-ci le changement est à notre portée de main et qu'il nous appartient de prendre enfin un bon départ. Je suis humblement convaincue que nous saurons conduire le navire Centrafrique au port de la transition sans chavirer à l'arrivée.

Distinguées personnalités,  
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi encore une fois d'exprimer ma profonde reconnaissance au Président Denis Sassou Nguesso, en sa double qualité de Président de la République frère du Congo et Médiateur international dans la crise centrafricaine pour l'intérêt particulier qu'il a porté à la résolution de la crise centrafricaine.

Que les représentants des chefs d'État présents à cette cérémonie de clôture soient mes fidèles interprètes auprès de mes pairs de la sous-région pour leur traduire mes sentiments de gratitude. Cette gratitude va en particulier à l'endroit de leurs Excellences M. Obiang Nguema MBasogo, Président en exercice de la CEMAC, M. Edouardo Dos Santos, Président de la République d'Angola, Président en exercice de la CIRGL.

Mais, comment pourrais-je ne pas remercier la communauté internationale à qui je demande de continuer d'accompagner les autorités de la transition et le peuple centrafricain dans leur volonté de se réconcilier, de refonder leur État-nation et de reconstruire leur pays?

À cet effet, je tiens encore à témoigner ma profonde reconnaissance et celle du peuple centrafricain tout entier aux Nations Unies, à l'Union Européenne, à l'Union africaine et à la CEEAC sans oublier toutes les institutions et pays amis et frères dont l'action efficace au sein du G8 RCA continuera d'accompagner le processus de la transition.

Je ne saurais terminer mes propos sans remercier du fond du cœur les membres du Présidium du Forum de Bangui pour leur abnégation à toute épreuve. Ces remerciements vont tout particulièrement à l'endroit du Vice-Médiateur dans la crise centrafricaine, Président du Présidium du Forum, le professeur Abdoulaye Bathily.

Monsieur le Président, grâce à la culture de la tolérance et de la rigueur qui a façonné votre itinéraire intellectuel, à votre longue expérience de la lutte politique et par-dessus tout à votre humilité et votre sagesse, vous avez su mettre à profit vos talents de meneur de foule, de débateur infatigable et de négociateur impénitent au service de la recherche des compromis dynamiques qui ont évité à ce forum les impasses.

Vos grandes capacités de médiation par votre écoute, votre connaissance des acteurs et des enjeux de la crise centrafricaine, votre grande patience et votre volonté inébranlable de pousser coûte que coûte vos frères centrafricains vers la sortie définitive de crise ont forcé notre admiration et notre respect. Vous avez été le véritable artisan de la réussite de ce forum et les Centrafricains vous en seront éternellement reconnaissants.

Pour ce qui me concerne personnellement, je vous dis simplement merci et merci de tout cœur.

Distinguées personnalités,  
Chers compatriotes,

Je souhaite un bon retour à nos illustres invités et à nos compatriotes venus des provinces, des pays voisins et frères, ceux de la diaspora d'Afrique, d'Europe et des États-Unis. Pour ce qui est de mes compatriotes, je leur demande de ne pas oublier de répandre l'esprit du Forum autour d'eux pour qu'il s'enracine partout où il y a des Centrafricains. C'est aussi l'occasion de solliciter de leur part la plus grande indulgence pour les insuffisances qu'ils ont été amenés à constater dans l'organisation matérielle des conditions de leur séjour parmi nous. Je ne doute pas qu'ils ont compris nos difficultés du moment et qu'ils ne nous en tiendront pas rigueur.

Pour finir, je ne saurais clore ces assises sans obtenir des acclamations nourries. Je sollicite de l'assistance les acclamations suivantes :

À la Commission préparatoire du Forum national de Bangui,

Au Comité technique d'organisation et aux commissions techniques du forum,

Au Président du CNT qui nous a laissé à disposition le Palais du CNT,

Au Premier Ministre et au Gouvernement pour avoir piloté ce processus de dialogue depuis Brazzaville,

Aux délégués au forum pour le travail abattu au cours de ces assises,

Aux groupes armés qui ont accepté de renoncer aux armes,

À nos forces de défense et de sécurité intérieures pour le travail de sécurisation de notre pays,

Aux forces internationales pour leur soutien aux efforts de sécurisation du pays,

Aux partis politiques pour leur contribution à l'apaisement de la transition,

À la société civile, aux enfants, aux jeunes et aux femmes de Centrafrique pour leur capacité de relèvement après ces multiples crises,

Aux sultans, aux chefs traditionnels et aux notables dont le rôle dans la pacification du pays est primordial,

Aux diverses confessions religieuses pour les actions menées en vue du désarmement des cœurs et des esprits,

Au peuple centrafricain tout entier pour tous les sacrifices endurés,

Mes chers compatriotes,

Que la paix de Dieu nous habite désormais,

Que la graine de la réconciliation véritable que le forum vient de planter germe dans nos cœurs,

Pour que vive la République centrafricaine!

Vive la solidarité internationale au service de la paix dans le monde.

Sur ce, je déclare closes les assises du Forum national de Bangui.

Je vous remercie pour votre aimable attention.

  

---